



Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames et messieurs les membres du CTSD

La FSU salue l'engagement de tous les personnels pour le service public d'Education durant cette année particulièrement compliquée.

Nous le voyons au quotidien, ces difficultés n'ont pas été sans conséquence sur l'état de santé tant physique que psychologique de nos collègues. Les annonces, les choix comme les postures du ministre Blanquer ont contribué à la dégradation de nos conditions de travail. La suppression de 1800 postes dans le secondaire comme la réduction de 900 places au concours de PE parlent d'elles-mêmes. Malgré ce que dit le Ministre, ce que dit ce gouvernement, l'Education n'est pas une priorité : formation, RASED, AESH, remplacement, et on en passe, c'est soit à minima, soit rien.

Et que dire de la loi de transformation de la Fonction Publique ? Opacité totale dans les opérations de mouvement, de promotion, abondance du profilage des postes, profilage injuste et injustifié auquel la FSU s'oppose, faisant fi de toute règle déontologique, juste le fait du prince ... *Les collègues l'ont bien compris et nous font confiance, à nous !*

Voici comment sont détournées les règles de la Fonction Publique qui avaient pensées pour offrir une protection aux fonctionnaires contre les diverses pressions, externes, mais aussi internes. Malheureusement il semble que sous ce gouvernement, ce sont les pressions internes qui deviennent les plus menaçantes pour la survie de l'école républicaine. Alors comment nos collègues vont pouvoir bénéficier d'une telle protection quand le supérieur hiérarchique fait en même temps office de recruteur, et d'évaluateur ? Comment mettre en avant, tel un bouclier protecteur, son statut, ses missions et ses diplômes, sa liberté pédagogique, face à celles et ceux à qui on a donné le pouvoir de nommer, de promouvoir, de favoriser, mais aussi et surtout de sanctionner, voire de renvoyer sans préavis des collègues à leur merci, souvent déjà fragilisés et ne pouvant compter sur personne qu'eux même pour se défendre ? C'est cela aussi l'individualisation voulue par le ministre...

Quelle transparence, quelle considération pour les personnels et quelle grande amélioration pour le Service Public ?

A ce propos et suite aux références à la proposition de loi Rilhac du ministre lors du Grenelle, la FSU rappelle sa demande d'abandon de toute instauration d'une hiérarchie dans les écoles tout en réclamant les moyens pour assurer son fonctionnement.

Jamais, un gouvernement n'avait été aussi loin dans le mépris, le mensonge et l'hypocrisie, et nous en sommes extrêmement choqués. C'est pourquoi nous continuerons à combattre ces pratiques managériales, ces discours issus du monde de l'entreprise et de l'économie de marché, qui ne peuvent être que délétères pour les personnels et le Service Public d'Éducation, comme nous combattons et dénonçons les stages de « management », terme insupportable dans notre métier, envisagés par certains IEN.

Opérations de carrière dérèglementées donc et opérations de carte scolaires biaisées... Biaisées car la dotation votée par l'assemblée nationale est bien insuffisante, et même négative pour notre département. Les chiffres, toujours les chiffres, nos élèves ne seraient-ils donc que des chiffres ? L'épreuve que nous avons traversée n'aurait-elle pas démontré, s'il était besoin, que l'École mérite autre chose qu'un simple bilan comptable ?

Nous le voyons, après les instances du mois de février dans lesquelles une majorité des votants s'est prononcée contre votre projet, des écoles, des collègues, des familles et des élèves vont de nouveau se retrouver dans des situations de tension extrême.

Cela se vérifie également dans le 2nd degré. Une fois de plus, de nombreux établissements s'inquiètent -à raison- de la situation dans laquelle ils risquent de se retrouver en septembre :

problème des heures supplémentaires imposées dans une logique purement comptable et allant à l'encontre de l'intérêt pédagogique ; des menaces sur les divisions, des compléments de services qui se multiplient pour les collègues, parfois même inutilement, comme par exemple dans la cité scolaire de Ribérac.

Bref, la situation est bien inquiétante car avec les moyens de misère que le département a reçu, vous ne pourrez faire que des petits ajustements à la marge, ou alors déshabiller Paul pour habiller Jacques ...

Ce manque de moyens est inacceptable : RASED, remplacement, éducation prioritaire, plus de maîtres que de classes, non accueil des TPS... Laisser des classes surchargées, même à la marge, n'être en situation d'ouvrir que dans des situations d'urgence démontre l'insuffisance de dotation, la non-volonté concrète de déploiement du service public d'éducation, la justesse de nos revendications. Et même si la baisse démographique, à confirmer, permet une amélioration du P/E, loin des tableaux, sur le terrain, nous sommes encore bien loin de bénéficier de conditions d'apprentissage et de travail de qualité partout sur le territoire.

Pour ces raisons, et parce que de l'argent il y en a et que sa répartition est fonction d'un projet politique, la FSU, avec d'autres organisations syndicales, demande un collectif budgétaire pour la rentrée 2021. Plus que jamais, l'Ecole a besoin d'un plan d'urgence.

Les représentants FSU au CTSD